

# Va-t-on encore se dire bonjour ?

Le confinement a tout chamboulé : notre vie comme nos métiers. Cela m'a incité à réfléchir sur la situation du soin en France à la lumière de ce qui se passe au Chili où vit une partie de ma famille.

Thomas Rime (Tolten),  
 Psychologue clinicien à l'IME La Pinède (Jacou 34)

## Tenter de penser confiné

Confiné depuis trois semaines, je me suis retrouvé au lit, fatigué, sans appétit, avec de la toux et un intense mal de tête. Évidemment, la question du coronavirus s'est imposée à moi. Pourtant, je suis assez peu sorti et je pense que si j'avais été contaminé, je l'aurais été plus tôt, notamment sur mon lieu de travail à l'Institut médico-éducatif (IME) *La Pinède*.

Mes symptômes évoquaient aussi de la fatigue psychique. Bien sûr les deux sont en lien. Je suis assez rarement malade, mais en cette période de confinement, c'est différent. Le fait que la frontière entre le professionnel et le privé soit devenue totalement floue n'y est sans doute pas pour rien.

En temps normal, quand je travaille, j'ai le souci des personnes dont je m'occupe. Quand je rentre chez moi, je suis accaparé par mes proches et par tous les aspects du quotidien. Ces deux espaces sont poreux, il m'arrive de rentrer chez moi la tête remplie d'une situation particulièrement inquiétante. Il m'arrive parfois de ne pas « être dans mon assiette » au boulot car je suis préoccupé par des événements d'ordre privé. Mais pour pouvoir travailler de manière « suffisamment bonne », il ne faut pas que ces deux espaces (privé/professionnel) soient totalement perméables. Le télétravail a bousculé cet équilibre précaire : l'interpénétration des préoccupations est devenue un peu inéluctable. En raison de la pandémie, comme tous les endroits qui ne sont pas des lieux de vie, l'IME a fermé. Nous avons tenté d'assurer un suivi et un accompagnement des familles par téléphone. Nous avons aussi mis en place un site avec des ressources pédagogiques. Et en dernier recours, lorsque la situation était trop « explosive », nous intervenions en direct, à domicile, ou en accueillant certains des jeunes sur site. Nous nous sommes retrouvés confinés à tenter d'accompagner les désastres du confinement pour certaines familles.

Le travail d'équipe est absolument nécessaire pour faire le métier de soignant de manière satisfaisante. Mais pendant le confinement, il nous fallait éviter au maximum de nous retrouver au même endroit : appels téléphoniques, réunions sur les réseaux sociaux (WhatsApp, Skype, Zoom, Cisco Webex, etc.), autant de manières

inédites de travailler ensemble. Cela s'est imposé à nous du jour au lendemain, sans avoir pu vraiment le réfléchir.

## Penser la condition de l'homme et la pandémie

La vulnérabilité est une vérité constitutive de la condition humaine. Puisque nous sommes vivants, nous allons aussi mourir. Le plus grand des manques, ce qui nous est irreprésentable, c'est la mort.

L'être humain est imparfait : il est vivant donc il éprouve le manque. C'est aussi ce manque qui le pousse à désirer. Il a besoin des autres pour survivre. D'abord en tant que bébé, puis en tant qu'adulte pour subvenir à ses besoins vitaux. En théorie, un être humain peut parvenir à survivre seul dans un milieu hostile. Mais s'il n'a jamais rencontré d'autres humains, s'il n'a pas été baigné de langage, s'il n'a pas été parlé, s'il n'a pas été immergé de culture, alors il pourra vivre mais ne sera pas existant dans le sens « ex-sister » : sortir de soi, s'élever, se projeter (Levinas, Heidegger). Le virus de la Covid-19 est un virus létal ou asymptomatique et il change radicalement notre rapport avec les autres. Le monde entier était confiné parce que la rencontre entre deux êtres humains est devenue potentiellement mortelle pour l'un des deux.

Nous nous retrouvons donc dans une situation totalement inédite, à la fois individuellement et collectivement. Le confinement a induit l'impossibilité de nous rencontrer, de nous toucher. Pour des soignants, c'est le cœur de notre métier qui est atteint : on sait à quel point il est important, lorsque l'on s'occupe de quelqu'un, de pouvoir se laisser toucher (au sens propre comme au figuré). L'autre est maintenant potentiellement dangereux, il peut nous contaminer. Nous sommes nous-mêmes potentiellement dangereux pour les autres, pour nos proches, et pour les personnes dont on s'occupe en tant que soignant...

Puisque l'autre qui nous permet d'exister est devenu un potentiel danger, comment penser cette situation collective avec cette maladie qui attaque le lien social ?

## Le propre du soin, c'est la capacité imaginative

On ne peut soigner sans tenter de penser le soin. Penser le soin, c'est aussi penser toute la société. Car « On

■

Covid-19

AUTOPSIE D'UNE CRISE

juge du degré de civilisation d'une société à la manière dont elle traite ses fous » (Lucien Bonnafé).

La manière dont les plus fragiles (les malades psychiques, mais aussi les anciens, les enfants, les plus démunis, etc.) sont considérés en dit long sur l'état d'une société. Une des premières choses que les nazis ont faite a été d'exterminer les malades mentaux. Sous le gouvernement de Vichy, des dizaines de milliers de malades mentaux sont morts de faim dans les hôpitaux. Heureusement, à la même période, dans certains lieux, certains soignants ont résisté et ont imaginé des solutions pour éviter cette extermination. L'hôpital de Saint Alban en est un exemple<sup>1</sup>. Et c'est comme cela que la psychothérapie institutionnelle s'est imposée au milieu du chaos. Certains, comme le psychiatre François Tosquelles, ont repensé le soin et ont changé la manière de prendre en charge et de considérer les malades mentaux.

Dans *Le soin est un humanisme*<sup>2</sup> Cynthia Fleury montre à quel point le soin est une élaboration imaginative... C'est parce que l'on peut prêter ses rêveries, ses désirs, ses pensées que l'on reste soignant. C'est parce que les institutions permettent aux soignants des espaces d'élaborations imaginatives qu'elles restent soignantes. Mais comment les institutions, aujourd'hui morcelées, peuvent-elles encore permettre des espaces d'élaboration imaginative ? Et lorsque les espaces d'élaboration collectifs disparaissent, que reste-t-il ? Ce texte est une tentative dérisoire et désespérée pour remettre du sens, sachant qu'il est impossible de parler de soin sans parler de sa place.

### L'endroit d'où émerge ma parole est celui de mes préoccupations

J'ai un fils très jeune (nous avons fêté son premier anniversaire le week-end précédant le confinement). Il demande une attention de chaque instant. Pour penser, il faut du temps, des moments de vacances, de vacuité et c'est compliqué lorsque l'on s'occupe d'un enfant aussi jeune. C'est sans doute une des choses qui me complique tellement la tâche. Et en même temps, c'est la raison même de mon besoin de mettre tout cela en sens. Si je ne le fais pas pour lui, alors pourquoi le ferais-je ?

En cette période de confinement, j'étais aussi préoccupé par mon père qui a un cancer du poumon et qui doit aller suivre un traitement toutes les trois semaines à l'hôpital. L'hôpital étant sans doute le lieu le plus dangereux vis-à-vis de la Covid-19. Mais heureusement, aujourd'hui en France, il est encore possible pour tout un chacun de se faire soigner. Parce qu'il nous serait impossible d'assumer les frais d'hôpital en tant que famille.

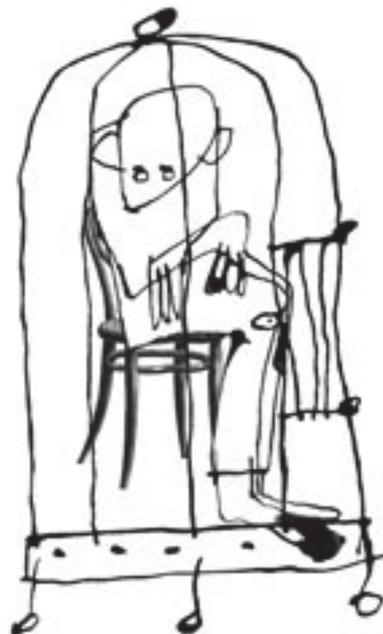
J'étais aussi préoccupé par mes amis, particulièrement ceux qui sont dans les situations les plus précaires : ceux qui sont réfugiés et, plus fragiles encore, ceux qui sont en attente de régularisation. La France fait encore partie des destinations qui attirent des per-

sonnes qui fuient des situations désespérées (guerre, famine, persécutions politiques, religieuses ou ethniques, etc.). Cela veut dire que la France est encore un pays suffisamment riche et, quoi qu'on en dise, plus accueillant qu'un tas d'autres endroits dans le monde.

Et finalement, j'étais préoccupé par ma famille qui est au Chili et dont les nouvelles ne sont pas bonnes. Mon cousin Osvaldo n'a plus de revenu puisque le gouvernement chilien a autorisé les entreprises à ne pas payer leurs employés en raison de la Covid-19... Il a trois enfants. Son frère, Francisco, est grosso modo dans la même situation, mais cette fois c'est l'État qui s'autorise à ne pas payer (ou à ne payer qu'en partie) son salaire de prof. Que dire de ma tante Laly qui travaille dans un dispensaire médical et devait être à la retraite dans quelques mois. « Avec leurs réformes, je vais devoir travailler encore de nombreuses années », me dit-elle. Sebastian Piñera, le président actuel, a mis en place des réformes ultralibérales pour changer le système des retraites chilien. C'est « grâce » à lui que ma tante Laly va devoir travailler encore de longues années. Et qu'elle n'est pas sûre de toucher un jour une retraite.

Piñera a aussi un grand frère : José. José était ministre des retraites sous Pinochet et c'est lui qui a instauré le régime des retraites par capitalisation, basé sur des fonds de pensions dont les valeurs se sont effondrées pendant la crise de 2008. Cela ne l'a pas empêché de faire des bénéfices colossaux. C'est à cause de cet effondrement du système des retraites qu'il était tellement « nécessaire » de le réformer.

Au Chili, la santé, tout comme l'éducation, est un système à deux vitesses. Alejandra Fuentes-Garcia, professeure en santé publique citée dans le journal *Libération*, constate que « 78% de la population – les plus pauvres et les plus âgés notamment – sont affiliés au système de santé public. Les autres, plutôt « jeunes



et en bonne santé », sont affiliés à des assurances santé privées. Cette fracture remonte à l'époque de Pinochet et sa série de réformes néolibérales »<sup>3</sup>.

Donc ceux qui ont de l'argent peuvent avoir accès à des cliniques privées. Ceux qui n'en ont pas les moyens doivent aller à l'hôpital public en sachant qu'il y a environ deux ans d'attente pour se faire opérer de la vésicule biliaire. Et c'est la même chose pour les maladies très graves (par exemple un cancer des poumons). Ceux qui n'ont pas les moyens doivent organiser des cagnottes sur Internet pour trouver le financement et se faire soigner. Sinon, ils sont condamnés.

### Ce que devient la France

La France est un pays riche, qui était encore accueillant dans les années soixante-dix. Comme de nombreux pays à travers le monde, et ainsi allait le sens du monde à ce moment-là, elle a accueilli à bras ouverts les réfugiés chiliens qui fuyaient la dictature de Pinochet. Ils ont pu se réfugier, se sentir protégés, faire des études, soigner leurs blessures (au sens propre comme au figuré), se reposer, travailler, avoir le choix de repartir ou de rester, être considérés, aimer et être aimés, créer, fonder une famille, vivre. Le résultat est là, quelques années plus tard, on peut dire que les Chiliens se sont bien intégrés. Mais ce n'est pas qu'ils sont plus aptes à l'intégration, c'est grâce à la manière dont ils furent accueillis.

La France d'aujourd'hui est un pays qui ferme ses frontières. Levinas nous dit que le visage de l'autre nous oblige à nous en sentir responsable. « Le visage est ce qui nous interdit de tuer. Le visage est signification, et signification sans contexte. » L'humanité ne serait rien sans la prise de conscience du visage de l'autre.

En animant des ateliers d'écriture, je suis allé à la rencontre de tout un tas de visages qui sont devenus des prénoms : Amir, Naweed, Safi, Sédic, Talah, Khaled, Bakhtia, Shayan, Ahmed, Yaya, etc., autant de jeunes réfugiés avec qui j'ai pu partager un bout de chemin. Autant de personnes ne demandant qu'à se réfugier, à se sentir protégés, à faire des études, à soigner leurs blessures (au sens propre comme au figuré), à se reposer, à travailler, à pouvoir repartir, à pouvoir rester, à aimer et à être aimés, à créer, à être considérés, à fonder une famille, à vivre... Potentielle force vive d'une France vieillissante. Mais aujourd'hui, beaucoup de personnes ont peur de cette force vive. Sans doute par ignorance, certainement parce qu'ils ne peuvent mettre ni de visage, ni de prénom sur le concept abstrait de « réfugié ». Comme le disait Camus : « Mal nommer les choses, c'est ajouter à la misère du monde. »

Ce n'est pas l'immigration qui détruit le système de retraite, le système d'éducation et le système de santé... Ce sont les choix politiques de ces quarante dernières années. Des choix qui n'entrevoient que le court terme.

La France est malade. Pas seulement en raison de la

pandémie. La France malade, c'est celle qui parle de guerre quand il faut parler de soin. C'est la France d'en haut qui ruisselle et dégueule sur tout ce qui est en bas. Cette France malade, c'est celle qui, dans quelques années, n'aura plus rien à envier au Chili.

### L'épidémie de coronavirus a mis en exergue la destruction programmée de l'hôpital

Le président a fait un discours en évoquant sans cesse la guerre. Pourquoi parler de guerre ? En temps de guerre, quand il y a deux malades et un seul chirurgien, il faut faire un choix. On opère celui qui a le plus de chance de survie (le plus jeune, le plus robuste, le moins malade, etc.) et on laisse mourir l'autre. Mais ce n'est la faute de personne : c'est la guerre. Est-ce bien cela le message ?

Ce qui se passe me met en colère. En colère contre ces dirigeants irresponsables qui ont détruit l'hôpital au fil des années, en nous disant que c'était inéluctable. Que c'est ça la marche de l'Histoire.

L'apparition de la Covid-19 était certainement inévitable. Mais s'il y avait eu des masques et des tests dès le début de l'épidémie, la propagation du virus aurait été moins rapide. S'il y avait eu des lits et des soignants en nombre suffisant, le nombre de décès aurait été moins important.

La destruction du soin s'est faite de manière insidieuse depuis plus de quarante ans, étape par étape, sous nos yeux. Le fil directeur de ces mutations étant que l'hôpital est une entreprise comme une autre. Il fallait donc limiter les coûts et augmenter les recettes... On voit bien où cela nous mène. Et maintenant, ce n'est pas en applaudissant tous les soirs à 20 heures que cela va y changer quelque chose.

Oui, il est probable que le système de soin français n'aura bientôt plus rien à envier au système de soin chilien. Les riches pourront très bien se soigner dans des cliniques privées qui feront des bénéfices considérables.

### L'ère de la post-vérité et la Covid-19

Nous sommes arrivés à l'ère que certains qualifient de post-vérité. Depuis quelques années, la technologie permet de falsifier une photo, un enregistrement ou une vidéo, sans que cela soit détectable. Le monde est tellement vaste que l'on ne peut recevoir des informations qu'indirectement. Et ces informations sont impossibles à vérifier par soi-même. Il faut bien se faire une opinion, croire ou ne pas croire. Et lorsque deux personnes ne croient pas la même chose, il est presque impossible de prouver quoi que ce soit.

Ces désaccords peuvent être anodins (par exemple : « Est-ce que les gargarismes de sel marchent vraiment pour éviter une contamination par le virus de la Covid-19 ? ») ou sur des sujets extrêmement sérieux (la Shoah qui est régulièrement remise en cause par exemple, ou la raison de l'apparition de la Covid-19, etc.)

Sans même parler de cela, il suffit de voir comment des présidents populistes (Trump en est l'exemple

parfait) peuvent affirmer quelque chose et dire son contraire juste après sans que cela ne pose aucun problème à leur électorat. Le flagrant délit de mensonge n'est plus un souci. Si quelqu'un les met devant leurs incohérences ou leur inconsistance, ils pourront toujours invoquer la malveillance et les mensonges des médias *mainstream*, parler de *merdia* (comme certains partis politiques français aiment nommer les médias lorsqu'ils ne sont pas d'accord avec leur version des faits) ou mieux, par un incroyable retournement rhétorique, ils peuvent se faire passer pour des victimes de la bien-pensance, et traiter leurs adversaires de complotistes. Au niveau international, il n'y a plus de vérité partageable, c'est juste une question de rhétorique.

Ce qui m'inquiète, c'est que l'on peut retrouver ce type de comportement au sein de nos institutions (certes souvent de manière marginale) : la mauvaise foi, le mensonge et bien sûr l'impossibilité de se mettre d'accord, car chacun a son point de vue, sa propre vérité. Cela crée des clivages et des points de vue irréciliables. Les mensonges et la mauvaise foi sont un puissant poison qui, s'il peut détruire la démocratie, peut aussi insidieusement détruire nos lieux de soin.

### Les données du confinement

Du fait de cette pandémie, nous n'avons eu droit qu'aux contacts dans le cercle familial. Ou alors aux contacts par téléphone et/ou réseaux sociaux. C'est-à-dire que l'on ne pouvait contacter que les gens qui sont déjà inscrits dans notre répertoire... Que des gens qui sont proches de nous, qui pensent comme nous.

Le monde entier confiné cela signifie qu'Internet et les réseaux de téléphone deviennent essentiels pour échanger, se donner des nouvelles ou télétravailler. Nos ordinateurs et téléphones ne sont pas des espaces intimes. Il n'y a aucune illusion à se faire sur la capacité des géants du numérique à collecter, trier, classer, ordonner et stocker tout ce qui s'y trouve. Les photos de mon fils avec du chocolat autour de la bouche, ses sourires, sa voix, ses yeux pétillants, tous ces instants de bonheur que j'ai tenté de capturer pour les garder au creux de mon cœur sont stockés quelque part sur la toile. Ça et tout le reste : l'heure de mes appels, de mon réveil, mes contacts, mes photos, mes vidéos, les discussions que j'ai eues, les endroits où je vais et où j'étais, ce que je cherche sur le Web, mes mails, les réunions que j'ai faites et avec qui, le contenu de ce que nous avons échangé, etc.

Rien de bien nouveau pourrait-on penser. On sait depuis l'affaire Snowden qu'il vaut mieux se méfier de cette collecte de données. Dans cette ère de post-vérité, que deviendront toutes ces données récoltées pendant le confinement ? Et est-ce que la démocratie pourra survivre à de telles pressions ? Le Chili traversait une énorme crise politique ces derniers mois. Le coronavirus a été une aubaine pour ses dirigeants, notamment Sebastian Piñera dont la légitimité était fortement contestée. Les manifestations sont interdites

en raison de la crise sanitaire, nos données sont des portes dérobées vers notre intimité. Que va-t-il se produire maintenant ?

### Et après ?

Que va-t-il se passer après le confinement ? On pourrait réinjecter massivement de l'argent dans le soin pour que tous y aient droit de manière équitable. Ou bien on pourrait imaginer le pire : puisque le travail a été fait à distance, puisque les patients sont pris en charge chez eux, on pourrait encore supprimer des lits. Puisque les soignants sont prêts à renoncer à leurs congés, à travailler plus depuis chez eux, qu'ils ont pu fonctionner sans réunions, etc. on pourrait décider que leurs conditions de travail sont un luxe superflu. Pour moi, la Covid-19 c'est aussi la crainte d'une maladie encore plus grave : la peste brune, le populisme, la bêtise. Car quand les gens ont peur, ils ont facilement tendance à devenir égoïstes.

Va-t-on réussir à se réapproprier ce qui nous appartient collectivement : une éducation à la hauteur des enjeux actuels, un système de santé qui permette non d'éviter mais au moins de contenir une telle épidémie... Un système de santé qui prenne en charge les plus fragiles sans aucune discrimination de revenu, de sexe, d'âge ou d'origine ?

Quel monde va-t-on retrouver après ce confinement ? Et qu'est-ce qu'on va bien en faire ? Finalement, la question que je me pose a été formulée dans sa plus parfaite innocence par un des enfants de l'IME lorsque je l'ai appelé : « Après le confinement, est-ce que les gens vont se dire bonjour ? »

Spontanément, je lui ai dit oui.

Mais je dois bien avouer que je n'en sais rien. ✍

1 Tout un tas de chose ont été inventées : faire croire qu'il y avait de nombreux cas de tuberculose ce qui augmentait les rations de nourritures, proposer aux malades de travailler chez des paysans, produire des choses à l'hôpital pour les troquer ou les vendre, etc.

2 Fleury Cynthia, *Le soin est un humanisme*, Éd. Tracts Gallimard, mai 2019.

3 « Au Chili, la fracture de santé dans le viseur du mouvement social », Justine Fontaine, *Libération* du 14 avril 2020.

• Article complet à retrouver sur le site de *Pratiques*.

